

LICENCIEMENTS, ACCORDS COMPETITIVITE-EMPLOI BLOQUER LA MACHINE INFERNALE, C'EST POSSIBLE

BULLETIN RENAULT LE MANS du NPA

14 FEVRIER 2013

Le patronat mène au pas de charge Son offensive de démolition sociale

Arcelor Mittal, Automobile, Virgin, GoodYear, Sanofi ou Petroplus : il y a les suppressions d'emplois qui font un moment la une des medias. Mais qui parle des autres : un millier d'usines fermées depuis trois ans ; des centaines de milliers de salarié-es victimes de licenciements « secs » ou « déguisés », notamment sous le couvert de « rupture négociée de contrat ».

Partout c'est le même chantage à l'emploi pour peser sur les salaires et les conditions de travail, sous prétexte de compétitivité. ;

Avec l'appui sans failles de Hollande et de son gouvernement

A l'automne ils leur accordaient 20 milliards d'allègements fiscaux pour chacune des années à venir. Aujourd'hui ils décident de transposer en loi l'accord signé en janvier par le Medef et trois syndicats (Cfdt, Cgc, Cftc) sur la soi-disant « sécurisation professionnelle ». Alors qu'il s'agit en fait de faciliter les licenciements et de donner aux patrons une arme de plus pour faire accepter aux salarié-es la baisse de salaires, la mobilité forcée ou une flexibilité à tout va. Les négociations chez Renault illustrent parfaitement cela.

Face à la colère sociale, Valls brandit la menace

Pour doper la compétitivité de leurs entreprises, les capitalistes ont besoin de salarié-es « low-cost » et corvéables à merci. Un objectif qui suscite des mobilisations de résistances dans tout le pays. Quoi de plus légitime ? Face à cette colère sociale, Manuel Valls, premier flic de France, brandit la menace : « pas question d'accepter de violences sociales ». Comme si patronat et gouvernement, main dans la main, n'étaient pas les premiers fauteurs de « violence sociale », les premiers des « casseurs ».

L'impasse du dialogue social sans rapport de forces

Hollande et Ayrault voulaient faire du « dialogue social » la marque de fabrique de leur gouvernement. On voit aujourd'hui le piège : en

l'absence de mobilisation sociale, englué les organisations syndicales dans des parlottes sans fin où c'est avant tout le patronat qui pose ses revendications. Et qui en remporte le bénéfice. Avec l'aval des dirigeants syndicaux les plus modérés. Et la bénédiction du gouvernement.

Mais il n'y a pas de fatalité à cela.

C'est ce qu'essaient de démontrer les secteurs les plus combatifs, qui travaillent à la convergence des luttes, seul gage de réussite : meeting commun à Paris le 24 janvier ; manifestations communes à Paris le 29 janvier, rencontres entre grévistes PSA Aulnay et Renault, rassemblement avec les Goodyear le 12 février à Rueil...

Tous seraient en droit d'attendre que les confédérations syndicales ne se contentent pas, au mieux, d'un regard bienveillant sur ces actions. Qu'elles mettent toute leur énergie dans la construction d'un rapport de forces susceptible de renverser la vapeur et imposer l'interdiction des licenciements et suppressions d'emplois.



Pour bloquer la machine infernale, Les propositions du Npa

D'abord ne plus rien attendre du gouvernement ; et en finir avec tout « dialogue social » bidon. Ensuite rassembler toutes les forces disponibles pour construire la mobilisation générale indispensable pour gagner : contre les licenciements, contre la ratification par le Parlement de l'accord Medef-Cfdt-Cgc-Cftc de janvier sur l'emploi. Salarié-es ou privé-es d'emploi, militant-es syndicalistes ou autres, avec ou sans étiquette politique, l'avenir est entre nos mains. Rien n'est impossible. Seuls les combats non menés sont perdus d'avance.

POUR NOUS CONTACTER:

N'hésitez pas à joindre les diffuseurs :
Tél. 06 33 55 00 27 ou mail : npa.sarthe@gmail.com

Laisse trainer ce tract là où tu veux qu'il soit lu

POUR QUE SON ACCORD S'APPLIQUE,

La direction doit IMPÉRATIVEMENT obtenir la signature des 2 syndicats CGC et CFDT, et au moins le consentement de FO à entamer la procédure de révision d'accords qu'elle a signé dans le passé.

La raison : "l'accord compétitivité" va remettre en cause 3 accords signés par ces 3 syndicats:

- l'accord " Capital temps " de 1996

- l'accord ORTT de 1999

- l'accord GPEC de 2011

Donc, s'il n'y avait pas les signatures suffisantes, la direction devrait d'abord, pour des raisons légales, procéder à la «dénonciation» de ces 3 accords. A partir de là, commencerait une procédure de 3 mois (préavis de la dénonciation), puis de 12 mois de "renégociation" des accords. En clair : pas d'application avant 15 mois !

Aucun syndicat ne doit signer

Empêchons Ghosn d'appliquer blocage des salaires, mobilité forcée et augmentation du temps de travail !

Les débrayages de cette semaine, tant ici au Mans qu'à Sandouville, Douai, Cléon, Flins Guyancourt et à Lardy aujourd'hui même montre que nous ne sommes pas prêts de l'accepter.

LOCK-OUT DÉGUISÉ À CLÉON

A Cléon, mardi dernier, la direction a tout tenté pour que le mouvement de grève ne s'étende pas. Alors qu'un appel « usine morte » était lancé et que les grévistes de Lardy devaient les rejoindre sur place, la direction a envoyé les hiérarchiques le lundi pour imposer aux salariés de prendre des congés en CTI ou de se mettre en grève le lendemain.

Ce lock-out à peine masqué n'a pas entamé la détermination de ceux de Lardy qui sont finalement allés soutenir ceux de PSA-Aulnay, et à Cléon, il n'y a pas eu de production. Comme quoi une lutte peut en cacher une autre.

PSA RENAULT, MEME COMBAT !

Mardi 6, un rassemblement en soutien à la grève des ouvriers d' Aulnay commencée depuis le 14 janvier a réuni de nombreuses délégations d'Air France, Presstalis, Goodyear, Renault, PSA et de sous-traitants de l'automobile. Parmi les slogans, «Renault PSA, même combat» résumait bien l'ambiance et l'idée que les grévistes d'Aulnay et de Renault avaient derrière la tête. Pour mettre un coup d'arrêt à ces attaques sur les postes, les salaires et les conditions de travail, c'est tous ensemble qu'il faut s'y mettre !

CARLOS GHOSN, 2ème PATRON LE MIEUX PAYE EN PANNE DECENCE

Carlos Ghosn avec 13,3 millions d'euros est le deuxième patron le mieux payé de France, juste après le PDG de Publicis : c'est le résultat de ses deux mi temps : un mi temps au titre de PDG de Renault, 2,8 millions d'euros, et un autre mi temps chez Nissan de près de 10 millions d'euros.

Le ministre de l'économie, Moscovici, a appelé Ghosn à faire un «effort de décence» en «modérant» son salaire. Diable, que d'audace ! Mais même si Ghosn renonçait à sa part variable chez Renault (1,6 millions en 2012), il lui resterait 1,3 millions de part

fixe. Sans oublier sa rémunération chez Nissan (9,9 millions d'euros en 2012). Pour les efforts comme pour le reste, il y en a qui sont plus égaux que d'autres.

LA DIRECTION PRESSEE DE NOUS MENTIR

Renault fait pression sur les syndicats pour qu'ils signent l'accord compétitivité rapidement. Histoire de dire qu'il n'y a rien à négocier. Mais pourquoi ne pas attendre l'annonce des résultats financiers de ce 14 février ? Free Cash Flow positif, action en hausse à la Bourse (+ 12 % en janvier), 1,5 milliards récoltés grâce à la vente des actions Volvo, ventes record de Nissan en 2012 (+5,8% par rapport à 2011) : pas sûr que les résultats soient si mauvais que ça.

LE FOLL AU LUDE POUR DIRE QU'IL NE PEUT RIEN FAIRE...

Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, a rencontré les salariés de Candias jeudi 7 février au Lude. Si son passage était attendu par les salariés, tout le monde s'accorde à dire que cela n'a servi à rien. En effet, pour le ministre «nous ne pouvons rien contre la fermeture du site par le groupe Sodiaal». Un gouvernement qui s'abaisse donc encore devant les actionnaires (la puissante FNSEA dans le cas de Sodiaal) et les multinationales au mépris des salariés qui produisent les richesses de ce groupe.

Cela n'a pas été du goût des salariés. Ils lui ont bien fait comprendre qu'ils espéraient autre chose d'un gouvernement censé être de gauche.

Alors pour eux, la seule solution c'est d'augmenter le rapport de force face à la direction. Les actions vont donc continuer pour obtenir le maximum quant à leurs emplois et aux indemnités de licenciement. Pour les soutenir, *Adresser vos dons à la Mairie du Lude « Salariés Candia » Place François de Nicolay 72800 Le Lude, chèque à l'ordre de Romain Pottier.*

POUR RENAULT COMME LES AUTRES, CONTRE TOUTE SUBVENTION AUX ENTREPRISES PRIVEES

En septembre, 450 000 €, ont été versés par Le Mans Métropole à Renault pour subventionner un programme de recherche. A la clé 45 emplois sur 3 ans... Aujourd'hui, 8 200 suppressions d'emplois annoncés par la direction, cherchez l'erreur ! Le Mans Métropole sous la pression des salariés, a fait un voeu de maintien de l'emploi et de l'activité au Mans. Même s'il peut être sincère, ce voeu ne va pas faire changer Renault d'avis. Il en veut toujours plus, avec moins de salariés et pour les salaires les plus bas. Pour les salariés manœuvres c'est en plus de la perte du boulot, des impôts qui vont directement dans la poche des actionnaires. Ce n'est pas aux collectivités, avec notre argent à tous, de garantir leurs dividendes ! Fin 2012, le gouvernement faisait un chèque en blanc de 20 milliards d'euros au patronat sous forme d'exonérations de cotisations sociales. A cela s'ajoutent les jeunes dont le salaire est financé par l'Etat. Trop, c'est trop ! Exigeons le remboursement des subventions !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur

